

ENTENTE QUI PRÉVOIT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS OU LE MAINTIEN OU LE DÉVELOPPEMENT DE RELATIONS PERSONNELLES CONCERNANT L'ADOPTÉ ET DES MEMBRES DE SA FAMILLE D'ORIGINE

Document explicatif destiné à l'intervenant

Mise en contexte

Depuis le 16 juin 2018, les dispositions législatives du projet de loi 113, *Loi modifiant le Code civil et d'autres dispositions législatives en matière d'adoption et de communication de renseignements* (PL113) prévoient, à l'article 579 du Code civil du Québec (C.c.Q.), la possibilité de convenir d'une entente qui prévoit l'échange de renseignements ou le maintien ou le développement de relations personnelles entre l'adoptant, les membres de la famille d'origine et l'enfant de 10 ans et plus, le cas échéant.

Sanctionné le 8 juin 2022 à l'Assemblée nationale du Québec, le projet de loi 2, *Loi portant sur la réforme du droit de la famille en matière de filiation et modifiant le Code civil en matière de droits de la personnalité et d'état civil* (PL2) modifie certaines dispositions prévues à la loi découlant du PL113.

Cadre législatif

La possibilité de prévoir des échanges de renseignements ou de maintenir ou de développer des relations personnelles découle des articles 579 du C.c.Q. et 71.3.4, alinéa 2 de la *Loi sur la protection de la jeunesse* (LPJ).

L'article 579 du C.c.Q. prévoit que :

« Des échanges de renseignements concernant l'adopté et des membres de la famille d'origine peuvent être prévus ou des relations personnelles entre ces personnes peuvent être maintenues ou développées, dans la mesure où la mise en place de tels échanges ou le maintien ou le développement de telles relations est dans l'intérêt de l'adopté. Si ce dernier est âgé de 10 ans et plus, il doit consentir, à moins qu'il ne soit dans l'impossibilité de manifester sa volonté. [...] Leurs modalités sont convenues, par écrit, entre l'adoptant, à titre de tuteur de l'adopté, ou l'adopté de 14 ans et plus et les membres concernés de la famille d'origine ».

En complément, le 2^e alinéa de l'article 71.3.4 de la LPJ mentionne que :

« Le directeur doit, avant de présenter une demande d'ordonnance de placement, informer l'enfant, les parents ou le tuteur ainsi que les adoptants [...] 2° de la possibilité de prévoir des échanges de renseignements ou de maintenir ou de développer des relations personnelles conformément à l'article 579 du Code civil pour la durée du placement et après l'adoption. [...] En outre, le directeur doit offrir des services d'accompagnement à l'adoptant, à l'adopté et aux membres de la famille d'origine qui souhaitent prévoir des échanges de renseignements ou maintenir ou développer des relations personnelles conformément à l'article 579 du Code civil avant que l'ordonnance de placement ne soit prononcée. Lorsque seuls sont prévus des échanges de renseignements, le directeur, sur demande des parties, facilite ces échanges jusqu'à ce que l'adopté devienne majeur. Toutefois, le directeur cesse d'agir sur demande de l'une ou l'autre des parties.

Comment informer et accompagner les parties

Les intervenants qui assurent le suivi des parents d'origine, de l'enfant et des adoptants doivent, une fois le jugement de déclaration d'admissibilité à l'adoption (DAA) rendu ou le consentement général à l'adoption signé, mais avant de présenter une demande en ordonnance de placement (OPA) :

Informer et accompagner

Informers de la possibilité de convenir d'une entente, de façon concomitante et en toute transparence, les personnes suivantes :

- Parents d'origine ou aux autres membres de la famille d'origine qui sont significatifs pour l'enfant ;
- L'enfant de 10 ans et plus ;
- Les adoptants.

L'information donnée doit en tout temps être neutre et objective, afin de s'assurer qu'aucune partie ne ressent la pression de convenir d'une telle entente ou est influencé par l'autre partie.

1. L'intervenant peut aider la réflexion en amenant la personne à réfléchir sur la nature du lien entre le membre de la famille d'origine et l'enfant, les caractéristiques de cette relation, la signification pour l'enfant à mesure qu'il grandira, l'avis de l'enfant de 10 ans et plus.
2. L'intervenant doit expliquer à ces personnes qu'un échange de renseignements signifie que les parties peuvent convenir du contenu et des modalités de l'échange de renseignement (fréquence, délai, etc.). Des exemples peuvent aider à illustrer son propos.
 - Un envoi de photo de l'enfant ;
 - Une lettre donnant des nouvelles de l'enfant ;
 - Une lettre de la part du parent d'origine ;
 - Une photo du parent d'origine ;
 - Un cadeau du parent d'origine pour l'enfant.
3. Expliquer aux parties que l'autre partie est libre d'accepter l'entente proposée telle quelle, de la refuser ou de faire une proposition différente. Les différentes propositions peuvent se faire avec l'aide de l'intervenant jusqu'à l'OPA.

Par la suite, le DPJ n'a plus la responsabilité d'accompagner les parties dans le fait de convenir d'une entente.

4. Expliquer le fonctionnement possible si une telle entente est convenue avec l'implication du Directeur de la protection de la jeunesse (DPJ) comme facilitateur.

- Pour une entente d'échange de renseignements :

Au moment prévu à l'entente et tel qu'indiqué dans l'entente le cas échéant, le parent d'origine adresse sa demande au service adoption. L'intervenant du service adoption contacte alors le parent adoptif afin que ce dernier puisse répondre à la demande adressée dans le respect de l'entente convenue. Une fois cette réponse reçue, l'intervenant la transmet au parent d'origine.

Exemple :

L'entente prévoit l'envoi d'une photo de l'enfant au mois de décembre. Le parent d'origine interpelle le service adoption en décembre afin de recevoir ladite photo. L'intervenant contacte le parent adoptif afin qu'il puisse actualiser son rôle prévu à l'entente, soit lui transmettre une photo de l'adopté. À la réception de la photo, l'intervenant adoption transmet celle-ci au parent d'origine.

Le DPJ, par le biais d'un intervenant du service adoption, peut donc servir de courroie de transmission entre les parties afin de faciliter et d'actualiser l'entente conclue.

- Pour une entente de relations personnelles :

Les parties conviennent des modalités de l'entente entre elles. Le DPJ accompagne les parties, sur demande, à convenir de cette entente comme prévu à son rôle. Or, il ne sera pas impliqué dans l'application de cette entente ou la partie de l'entente prévoyant des relations personnelles.

Le DPJ cesse d'agir comme facilitateur lorsque l'adopté atteint l'âge de la majorité, à la demande d'une des parties ou lorsque la date d'échéance de l'entente est atteinte. Il pourrait toutefois, si cette échéance survient avant que l'adopté ait atteint l'âge de la majorité, continuer d'agir comme facilitateur, à la demande des parties, si ces derniers désirent poursuivre l'entente convenue entre elles.

Important :

Les discussions préalables à la conclusion d'une telle entente doivent avoir lieu avant le prononcé de l'OPA si les parties souhaitent être accompagnées par le DPJ.

Complément d'information

Une fois l'OPA prononcée, la possibilité de convenir d'une entente qui prévoit l'échange de renseignements ou le maintien ou le développement de relations personnelles ne découle plus des rôles et responsabilités du DPJ. Il doit néanmoins s'assurer, le cas échéant, que l'entente convenue avant l'OPA, dans le cadre de l'exercice de ses responsabilités, soit signée par les différentes parties.

Si les parties ne parviennent pas à s'entendre afin de convenir d'une entente qui prévoit l'échange de renseignements ou le maintien ou le développement de relations personnelles, il ne pourra y en avoir. L'entente nécessite le consentement de toutes les parties signataires.

Finalement, l'entente convenue est un engagement consensuel entre les parties. Celle-ci a une valeur légale. En cas de désaccord entre les parties en lien avec l'entente convenue, une ou les parties pourraient faire appel au service d'un médiateur ou le tribunal pourrait déterminer le contenu de l'entente aux conditions prévues par la loi.

Rédiger une entente qui prévoit l'échange de renseignements ou le maintien ou le développement de relations personnelles entre les adoptants, les membres de la famille d'origine et l'enfant de 10 ans et plus, le cas échéant.

Le modèle d'entente se trouvant en annexe peut être proposé aux parties par l'intervenant. Au besoin, ce dernier guide les parties dans la rédaction de l'entente.

À partir de ce modèle :

Section 1 : Dois être complétée afin d'identifier l'enfant ciblé par l'entente.

Sections 2 et 3 : Doivent être complétées par les personnes qui signent l'entente.

Dans le cas d'une entente où il est convenu de préserver la confidentialité des parties, elles auront chacune leur propre copie du document à signer.

Section 4 : Concerne l'objet de l'entente et la fréquence.

- **Objet de l'entente** : le texte doit rendre compte des détails de l'entente convenue entre les parties. Il peut s'agir d'envoi de photo, de lettre, de contact téléphonique, de rencontre via un média social, une rencontre en personne, etc.

Exemples :

1. À la demande de la mère d'origine, le DPJ contacte le parent adoptif afin qu'il lui fasse parvenir une photo de l'enfant. Une fois la photo reçue, le DPJ la transmet à la mère d'origine.
2. Le parent d'origine rencontre son enfant en présence du parent adoptif dans un parc choisi par le parent adoptif.

- **Fréquence** : il s'agit du nombre de répétitions de l'entente, en indiquant un temps précis.

Exemples :

1. Deux fois par année, au mois de décembre et mai.
2. Une fois par année, au mois de juillet.

- **Durée** : il s'agit de déterminer la période temporelle de l'entente soit, le moment où celle-ci prendra fin.

Exemples :

1. Jusqu'à la majorité de l'enfant.
2. Jusqu'au 5^e anniversaire de naissance de l'enfant.

Signature de l'entente, le cas échéant

Les parents d'origines peuvent signer l'entente convenue avant le prononcé de l'OPA.

Cependant, la signature de l'entente ne pourra se faire par les adoptants que lorsque ces derniers auront été officiellement désignés comme étant les tuteurs de l'enfant.

Chaque partie signataire de l'entente en conserve une copie signée. Si la contribution du DPJ à titre de facilitateur est sollicitée, les parties doivent remettre une copie de leur entente, qui sera déposée dans ADOQI, dans le dossier de l'enfant concerné. Dans le cas où le DPJ n'est pas appelé à exercer un rôle dans l'entente, il demeure à la discrétion des parties de remettre une copie de celle-ci à ce dernier, afin que l'entente soit colligée au dossier d'adoption de l'enfant.

Dans le dossier ADOQI

Les ententes signées doivent être déposées au dossier ADOQI de l'enfant concerné. Dans le cadre de l'application des modalités prévues à l'entente, avant la transmission d'un document prévu d'une partie vers une autre (exemples : photo, lettre), le document doit être numérisé et versé dans le système ADOQI au dossier de l'enfant concerné. Les notes évolutives doivent être inscrites au dossier de l'enfant, dans l'onglet « Gestion de la demande ».

Important :

Il importe de s'assurer du dépôt de toutes les copies des ententes dans ADOQI soit, celle signée par le parent d'origine, celle signée par le parent adoptant et celle de l'enfant de 10 ans et plus, particulièrement si elles ont été signées sur des copies séparées dans le cadre d'ententes confidentielles.

ANNEXE 1 : Exemple d'entente

ENTENTE QUI PRÉVOIT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS OU LE MAINTIEN OU LE DÉVELOPPEMENT DE RELATIONS PERSONNELLES

Selon l'article 579 du Code civil du Québec, l'article 442.1 du Code de procédure civile et l'article 71.3.4 de la Loi sur la protection de la jeunesse

SECTION 1 : RENSEIGNEMENTS SUR L'ENFANT CONCERNÉ PAR LA PRÉSENTE ENTENTE

Date de naissance : _____ 2021-06-18 _____
(AAAA-MM-JJ)

Genre attribué à la naissance : ☒ masculin ☐ féminin

Identité de genre : ☒ masculin ☐ féminin ☐ autre

Numéro dossier ADOQI : _____ 123456 _____

SECTION 2 : IDENTITÉ DES PARENTS ADOPTANTS

Prénom et nom : _____ Joséphine Bélanger _____

Date de naissance : _____ 1980-04-04 _____
(AAAA-MM-JJ)

Numéro dossier ADOQI : _____ 456789 _____

Lien de parenté avec l'enfant : _____ mère adoptive _____

Prénom et nom : _____

Date de naissance : _____
(AAAA-MM-JJ)

Numéro dossier ADOQI : _____

Lien de parenté avec l'enfant : _____

SECTION 3 : IDENTITÉ DU MEMBRE DE LA FAMILLE D'ORIGINE

Prénom et nom : _____ Georgette Dion _____

Date de naissance : _____ 2003-01-01 _____
(AAAA-MM-JJ)

Lien de parenté avec l'enfant : _mère d'origine_____

SECTION 4 : ENTENTE CONVENUE

NOUS CONVENONS DE L'ENTENTE SUIVANTE :

Type d'entente (veuillez cocher le, les types d'entente choisis)

☒ Échange de renseignements

☐ Relations personnelles

Objet de l'entente :

À la demande de la mère d'origine, cette dernière contacte le DPJ, au service adoption, afin que le parent adoptif puisse lui faire parvenir une photo de l'enfant par l'entremise du DPJ.

La mère d'origine fait parvenir une carte à l'attention de l'enfant par l'entremise du DPJ qui la fera parvenir au parent adoptif.

Fréquence :

Deux fois par année, soit au mois de juin et au mois de décembre.

Échéance de l'entente :

Jusqu'au 7^e anniversaire de l'enfant, soit au mois de juin 2028 pour l'envoi de photo de la part de la mère adoptive.

Jusqu'au 18^e anniversaire de l'enfant pour la carte de la mère d'origine.

SECTION 5

NOUS RECONNAISSONS :

1. Que nous sommes informés par le directeur de la protection de la jeunesse que celui-ci doit, avant que l'ordonnance de placement ne soit prononcée, offrir des services d'accompagnement à l'adoptant, à l'adopté et aux membres de la famille d'origine qui souhaitent prévoir des échanges de renseignements ou maintenir ou développer des relations personnelles conformément à l'article 579 du Code civil.
2. Que nous avons été informés par le directeur de la protection de la jeunesse, de la possibilité de prévoir des échanges de renseignements ou de maintenir ou de développer des relations personnelles conformément à l'article 71.3.4 de la LPJ pour la durée du placement et après l'adoption.
3. Que nous sommes informés par le directeur de la protection de la jeunesse que, lorsque seuls sont prévus des échanges de renseignements, le directeur, sur demande des parties, facilite ces échanges jusqu'à ce que l'adopté devienne majeur. Toutefois, le directeur cesse d'agir sur demande de l'une ou l'autre des parties.
4. Que la présente entente ne peut être conclue que dans l'intérêt de l'enfant.
5. Que lorsque l'adopté de 10 ans et plus, mais de moins de 14 ans ne consent pas aux

- échanges de renseignements ou au maintien ou au développement de relations avec un parent ou un grand-parent d'origine, ou en cas de désaccord entre les parties à ce sujet, ces échanges ou le maintien ou le développement de ces relations sont déterminés par le tribunal, dans la mesure où ils sont dans l'intérêt de l'adopté et qu'ils concernent des personnes qui lui sont significatives.
6. Dans tous les cas, le consentement de l'adopté de 14 ans et plus aux échanges ou au maintien ou au développement des relations est requis et ce dernier peut, dès cet âge, y mettre fin sans formalité, qu'une ordonnance ait été rendue par le tribunal ou non.
 7. Que les parties inscrites à la présente entente pourraient, sans qu'une demande en justice soit présentée, recourir à un médiateur accrédité conformément au règlement pris en application de l'article 619 du Code de procédure civile pour les assister dans la négociation ou la révision d'une telle entente après l'ordonnance de placement ou lorsque surviendrait un différend quant à son application.

SECTION 6 : SIGNATURE

ET NOUS AVONS SIGNÉ, en 2 exemplaires*, après lecture faite,

à _____ Saint-Josaphat _____,
(ville)

ce _19_^e jour du mois de _____ mai _____, de l'an 20_23_____.

Adoptant(s) :

_____  _____

Membre de la famille d'origine : _____  _____

Enfant de 10 ans et plus (le cas échéant) : _____

* un exemplaire signé pour chaque partie signataire de l'entente